

**OPERATION N° 2013-17**

**MARCHE PUBLIC DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES**

## **MISSION DE COORDINATION SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE (CSPS)**

**REMPLACEMENT DE CHASSIS VITRES FIXES PAR DES OUVRANTS ET POSE DE  
CAILLEBOTIS EN FAÇADE DES QUARTIERS D'HEBERGEMENT DU CENTRE  
PENITENTIAIRE DE MULHOUSE-LUTTERBACH (68)**

**DOCUMENT CONTRACTUEL VALANT ACTE D'ENGAGEMENT ET CAHIER DES CLAUSES  
PARTICULIERES (AE-CCP)**

Numéro d'identification :

--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--

**Pouvoir  
Adjudicateur**

Agence Publique pour l'Immobilier de la Justice (APIJ)  
67 avenue de Fontainebleau 94270 Le Kremlin-Bicêtre

**Objet  
Du marché**

Mission de la Coordinateur Sécurité et Prévention de la Santé pour le remplacement de châssis vitrés fixes par des ouvrants et la pose de caillebotis en façade des quartiers d'hébergement du centre pénitentiaire de Mulhouse Lutterbach (68)

Date de notification du marché:

**Montant: € HT**

Nantissement :

**Passation  
du marché**

Marché public sans publicité ni mise en concurrence conformément à l'article R.2122-8 du code de la commande publique

**Mois m0**

Les prix du présent marché public sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de **novembre 2025**.  
Ce mois est appelé mois zéro : « mois m<sub>0</sub> ».

**Représentant du pouvoir adjudicateur :**

Monsieur le Directeur Général de l'APIJ,  
Immeuble OKABE 67 Avenue de Fontainebleau – 94270 Le Kremlin Bicêtre

**Personne habilitée à donner les renseignements prévus aux articles R.2191-60 et R.2191-61 du code de la commande publique :**

Monsieur Le Secrétaire Général de l'Agence publique pour l'immobilier de la justice,  
Immeuble OKABE 67 Avenue de Fontainebleau – 94270 Le Kremlin Bicêtre

**Ordonnateur :**

Monsieur le Directeur Général de l'APIJ, Immeuble OKABE 67 Avenue de Fontainebleau – 94270 Le Kremlin Bicêtre

**Comptable assignataire des paiements :**

Monsieur l'agent comptable de l'APIJ, 67 Avenue de Fontainebleau 94270 le Kremlin-Bicêtre

## Article 1. Prestataire

Titulaire unique ou mandataire du groupement solidaire ou mandataire solidaire du groupement conjoint (**rayez la mention inutile**)

Nom :

Agissant pour le nom et pour le compte de la Société :

en qualité de :

Société au capital de :

Ayant son siège social :

Téléphone :

Immatriculé le à l'INSEE,

N° d'identité d'établissement (SIRET) qui exécute la prestation :

Adresse de l'établissement

Code d'activité économique principale (APE) :

N° d'inscription au registre du Commerce et des Sociétés :

Adresse mail de la personne en charge du suivi administratif (facultatif) :

2<sup>ème</sup> co-traitant

Nom :

Agissant pour le nom et pour le compte de la Société :

en qualité de :

Société au capital de :

Ayant son siège social :

Téléphone :

Immatriculé le à l'INSEE,

N° d'identité d'établissement (SIRET) qui exécute la prestation :

Code d'activité économique principale (APE) :

N° d'inscription au registre du Commerce et des Sociétés :

Après avoir pris connaissance du présent AE-CCP, de ses annexes, et des documents qui y sont mentionnés,

Après avoir produit les attestations et déclarations prévues par le code de la commande publique, et plus particulièrement par ses articles R.2143-3, R.2143-6 à R.2143-9 et R.2143-16.

Affirme sous peine de résiliation du marché prévue à l'article L.2195-4 du code de la commande publique que la société pour laquelle j'interviens, ne tombe pas sous le coup des interdictions de soumissionner obligatoires, générales et facultatives visées aux articles L.2141-1 à L.2141-5 et L.2141-7 à L.2141-11 du code de la commande publique.

Atteste sur l'honneur, que toutes les prestations du marché seront réalisées avec des salariés employés régulièrement au regard des articles L.1221-10, L.3243-1 et R.3243-3 du code du travail,

M'engage sans réserve, conformément aux conditions, clauses et prescriptions imposées par le présent marché, à exécuter les prestations du marché aux conditions particulières ci-après, qui constituent l'offre.

Le présent engagement ainsi présenté ne me lie toutefois que si le marché ne m'est notifié dans un délai de 180 jours à compter de la date limite de remise des offres.

## **Article 2. Responsabilité technique du coordonnateur SPS**

Le titulaire désigne les personnes suivantes pour l'exécution de la mission, personnes ayant dûment agréées pour la réalisation de missions de Coordination en matière de Sécurité et Protection de la Santé pour assurer une coordination de niveau 3 permettant la conduite de la mission dont les caractéristiques sont définies au CCP au sens de l'article R4532-25 du code du travail.

Nom et adresse du coordonnateur SPS :

.....  
.....  
.....  
.....

Nom et adresse du suppléant au coordonnateur SPS :

.....  
.....  
.....  
.....

En cas de changement de la personne physique, par dérogation à l'article 3.4.3. du C.C.A.G. PI, le titulaire propose au maître d'ouvrage une nouvelle personne physique dans un délai de 7 jours à compter de la date d'envoi de l'avis prévu au deuxième alinéa de l'article 3.4.3 du C.C.A.G. PI.

Ces personnes sont détentrices des attestations de compétences.

L'accord du maître d'ouvrage sur l'identité de la nouvelle personne physique doit être impérativement finalisé par une décision écrite du pouvoir adjudicateur adressée au titulaire.

Si le maître d'ouvrage refuse le remplaçant, le titulaire dispose de 7 jours à compter de ce refus, pour lui proposer une autre personne physique. A défaut, ou si le maître d'ouvrage récuse également ce remplacement, la résiliation du marché est prononcée dans les conditions de l'article 30.3 du C.C.A.G./PI.

Le titulaire assure le passage des consignes et la transmission des documents qu'il a rédigés ou reçus à tout nouveau remplaçant désigné pour le remplacer ou lui succéder. Il s'engage pareillement à faire connaître au représentant du pouvoir adjudicateur toutes modifications intéressant la structure juridique ou économique de l'entreprise visées à l'article 3.4.2 du CCAG-PI.

## **Article 2. Objet du marché**

Conformément aux dispositions du code du travail, le présent marché porte sur la réalisation d'une mission de coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs (SPS) relative à l'opération de bâtiment de 2<sup>ème</sup> catégorie au sens de l'article R. 4532-1 du Code du Travail.

L'opération a pour objet le remplacement de châssis vitrés fixes par des ouvrants et la pose de caillebotis en façade des quartiers d'hébergement centre pénitentiaire de Mulhouse-Lutterbach, dans le Haut-Rhin (68). Le centre pénitentiaire de Mulhouse-Lutterbach est composé de 22 bâtiments (dont 3 bâtiments hors enceinte), pour une surface totale d'environ 35 000 m<sup>2</sup> SHON. Le marché concerne le remplacement des châssis fixes vitrés par des ouvrants avec pose de caillebotis en façade des cellules de tous les quartiers d'hébergement (7 bâtiments allant jusqu'en R+4) soit environ 488 châssis. Un prototype sera soumis à des tests de résistance. Les travaux auront lieu en site occupé et ne devront pas entraver le fonctionnement du site. La durée d'indisponibilité des cellules devra être optimisée, et programmée de façon à limiter au maximum les nuisances.

Marché CSPS pour le remplacement de châssis vitrés fixes par des ouvrants et la pose de caillebotis en façade des quartiers d'hébergement du centre pénitentiaire de Mulhouse Lutterbach (68)

Les travaux seront réalisés dans un contexte de sûreté induisant des délais et des process de réalisation contraints.

**Une note de synthèse sur la présente opération de remplacement des châssis vitrés fixes par des ouvrants et la pose de caillebotis en façade des quartiers d'hébergement** est annexée au présent AECCP.

### **Article 3. Pièces constitutives**

Les pièces constitutives du marché, dont les exemplaires originaux conservés dans les archives du maître de l'ouvrage font seuls foi, sont les suivantes, par ordre de priorité :

- Le présent document contractuel valant acte d'engagement et cahier des clauses particulières,
- Le CCAG-PI
- La proposition de mission remise par le titulaire qui n'est contractuelle que pour les engagements allant au-delà des exigences des pièces ci-dessus.

### **Article 4. Modalités d'exécution de la mission**

Cette prestation inclut toutes suggestions relatives à votre intervention sur site (matériel, conditions d'accès, etc.).

Les échanges entre les parties (notification du marché, validation etc) se feront par tous moyens (mails, courriers etc).

Le titulaire réalisera la mission suivante :

#### **4-1. Phase conception**

##### *4-1-1 Registre journal*

Conformément à l'article R.4532-12 du Code du Travail, le coordonnateur SPS ouvre le Registre Journal de la Coordination. Le registre journal se présente comme un cahier à pages numérotées et dans lequel le coordonnateur SPS consigne dans leur ordre chronologique et fait viser par les intéressés tous les événements liés à la Sécurité et la Protection de la Santé des travailleurs.

Ce cahier est complété par des annexes auxquelles il est fait référence. En phase de conception, sont consignés :

- tous les avis, observations ou notifications qu'il juge nécessaire de faire, ainsi que les réponses éventuelles,  
Le coordonnateur SPS formule un avis écrit au maître d'ouvrage sur les documents d'étude (PRO et DCE). Cet avis porte sur le respect des principes généraux de prévention visés par le Code du Travail, tant sur les interventions prévues pendant les travaux que sur les interventions ultérieures sur les ouvrages telles qu'elles résultent de la conception du maître d'œuvre. Ce dernier point fera l'objet d'une attention toute spécifique du coordonnateur SPS, et son analyse remise à chaque phase de conception devra être sur ce point particulièrement détaillée, en fonction du niveau d'avancement des études.
- tous les événements intéressant la prévention et notamment les avis émis sur les dossiers d'études et les suites qui leur sont données. Le coordonnateur SPS complète et fait viser le RJC conformément à l'article R.4532-38 du Code du Travail.

##### *4-1-2 Dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage*

Le titulaire du marché doit établir un Dossier d'Intervention Ultérieure sur les Ouvrages (D.I.U.O.).

Marché CSPS pour le remplacement de châssis vitrés fixes par des ouvrants et la pose de caillebotis en façade des quartiers d'hébergement du centre pénitentiaire de Mulhouse Lutterbach (68)

Son cadre est défini par les articles R.4532-95 et 96 du Code du travail.

Le Dossier d'Intervention Ulérieure des Ouvrages (DIUO) rassemble les mesures à prendre de manière à faciliter la prévention des risques professionnels lors d'interventions ultérieures, en collaboration avec le maître d'œuvre chargé de la mise en place de l'exploitation et de la maintenance.

Le DIUO a pour objet de préconiser l'ensemble des précautions à prendre en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs pour les interventions ultérieures sur l'ouvrage par nature de travaux.

Il comporte notamment les dispositions prises pour :

- Le cas échéant le nettoyage des surfaces vitrées en élévation en application de l'article R.4214-2
- l'accès en couverture et notamment :
- les moyens d'arrimage pour les interventions de courte durée
- les possibilités de mise en place rapide de garde-corps ou de filets de protection pour les interventions plus importantes
- les chemins de circulations permanents pour les interventions fréquentes
- faciliter les travaux d'entretien intérieur

Il indique également :

Les locaux techniques de nettoyage et les locaux sanitaires pouvant être mis à disposition du personnel chargé des travaux d'entretien lorsque ces locaux ont été aménagés à cet effet.

Le coordonnateur S.P.S. complète et adapte le D.I.U.O. au fur et à mesure de la remise des études d'exécution.

## **4-2 Phase préparatoire du chantier**

### **4.2.1. Mission du CSPS**

Pendant la phase préparatoire du chantier, le coordonnateur SPS :

- tient le registre-journal de la coordination
- harmonise le PGC en fonction des Plans particuliers de sécurité et de protection de la santé (PPSPS)
- collecte les PPSPS de l'ensemble des entreprises présentes sur le site ; celles-ci devront obtenir l'aval du coordonnateur SPS qui vise le document accepté et formule ses remarques par écrit (Code du travail, art. R.4532-48)
- diffuse les PPSPS des entreprises chargées des prestations de structure aux autres entreprises appelées à intervenir sur le site.

### **4.2.2 Inspection commune de chantier**

Le coordonnateur S.P.S. doit organiser entre les différentes entreprises, (y compris sous-traitantes, qu'elles se trouvent ou non présentes ensemble sur le chantier), la coordination de leurs activités simultanées ou successives, les modalités de leur utilisation en commun des installations et matériels et circulations verticales et horizontales, leur information mutuelle ainsi que l'échange entre elles des consignes en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs.

A cet effet, il doit, notamment, procéder avec chaque entreprise, y compris sous-traitante, préalablement à l'intervention de celle-ci, à une inspection commune. Il est précisé que cette inspection commune ne peut avoir lieu avant que le maître d'ouvrage n'ait agréé le sous-traitant, et il revient au coordonnateur SPS d'assurer cette vérification auprès du maître de l'ouvrage.

Au cours de cette inspection sont en particulier précisées, en fonction des caractéristiques des travaux que cette entreprise s'apprête à exécuter, les consignes à observer ou à transmettre et les observations particulières de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs pour l'ensemble de l'opération.

Cette inspection commune a lieu avant remise du Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs.

L'inspection peut être renouvelée si le coordonnateur S.P.S. le juge nécessaire.

Les travaux étant exécutés en site occupé, le coordonnateur tient compte des interférences avec les activités d'exploitation sur le site à l'intérieur duquel est implanté le chantier et à cet effet, le maître de l'ouvrage et le coordonnateur S.P.S. prennent les mesures édictées par l'article R.4532-14 du Code du travail. Suite à l'inspection commune avec le chef d'établissement concerné et après concertation avec lui, le coordonnateur S.P.S. propose au maître de l'ouvrage les mesures à prendre pour tenir compte des activités d'exploitation du site. Après accord du maître de l'ouvrage, le coordonnateur insère ces mesures dans le Plan Général Simplifié de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé.

Il communique aux entreprises appelées à intervenir sur le chantier les consignes de sécurité ainsi arrêtées

#### **4-3 Phase réalisation**

##### *4.3.1. Compte-rendu de l'avancement de la mission CSPS*

Dès qu'il le juge nécessaire, il doit remettre au Maître de l'Ouvrage un compte rendu de l'avancement de l'exécution de sa mission.

##### *4.3.2. Cadre général de la mission du coordonnateur SPS en phase de réalisation*

Le coordonnateur SPS doit s'assurer que les sujétions afférentes à la mise en place et à l'utilisation des protections collectives, des appareils de levage, des accès provisoires et des installations générales, notamment les installations électriques, respectent les contraintes de sécurité des travailleurs du chantier et du public et mentionne le cas échéant dans les pièces écrites leur répartition entre les différents corps d'état ou de métier qui auront à intervenir sur le chantier.

##### *4.3.3. Registre Journal de la Coordination (RJC)*

Les dispositions définies à l'article 4.1.1 sont applicables de la même manière par le titulaire du marché en phase travaux. Elles sont complétées par les dispositions suivantes.

Dès l'ouverture du chantier, le Registre Journal de la Coordination est consultable dans les installations du chantier mis en place par la ou les entreprise(s). Le coordonnateur SPS fait un rapport dès qu'il le juge nécessaire au maître d'ouvrage des éléments portés au RJC.

##### *4.3.4. Inspections communes - P.P.S.P.S.*

Dans les mêmes conditions qu'à l'article 4.2.1, le CSPS doit procéder avec chaque entreprise susceptible d'intervenir, y compris les entreprises sous-traitantes, préalablement à l'intervention de celle-ci, à une inspection commune réalisée sur le site visant à préciser les consignes de sécurité, les mesures d'organisation, les interactions spécifiques au chantier.

Le coordonnateur S.P.S. veille à l'application correcte des mesures de coordination qu'il a définies ainsi que des procédures de travail qui interfèrent.

Il joint au P.G.C. un cadre de PPSPS.

#### 4.3.5 Réunions de chantier et visites de contrôle

**Les réunions de chantier** visent à préciser des phasages de travaux et à réduire les risques liés à la coactivité. Les remarques et observations sont formulées par écrit et visées par les intervenants concernés.

Le compte rendu est diffusé à tous les intervenants concernés.

**En tout état de cause, le coordonnateur S.P.S doit participer à toutes les réunions nécessaires à la bonne exécution de sa mission, en particulier les réunions de chantier.**

Le coordonnateur S.P.S. est en charge de rappeler leurs obligations aux entreprises dans le cadre de sa mission et il procède à des contrôles pour vérifier que ces prescriptions sont mises en œuvre et respectées. Il signale sans délai au maître d'ouvrage toute situation qui lui semble litigieuse.

#### 4.3.6. Mise à jour du Dossier d'Intervention Ulérieure des Ouvrages (DIUO)

Le coordonnateur SPS doit compléter et adapter le DIUO au fur et à mesure de la remise des études d'exécution ainsi que lors de la remise des dossiers des ouvrages exécutés.

Il comporte notamment :

Les dispositions prises pour :

- Le cas échéant le nettoyage des surfaces vitrées en élévation en application de l'article R.4214-2
- l'accès en couverture et notamment :
  - les moyens d'arrimage pour les interventions de courte durée
  - les possibilités de mise en place rapide de garde-corps ou de filets de protection pour les interventions plus importantes
  - les chemins de circulations permanents pour les interventions fréquentes
- faciliter les travaux d'entretien intérieur

Après la fin des travaux, le coordonnateur SPS communique le DIUO complété au maître d'ouvrage.

### Article 5. Durée du marché et délai d'exécution

Le marché prend effet à sa notification. A titre indicatif, La durée prévisionnelle de l'opération de remplacement des châssis fixes vitrés par des ouvrants avec pose de caillebotis est de 33 mois, compris la période de la garantie de parfait achèvement d'une durée de 12 mois. Celle prévisionnelle des travaux d'installation est d'environ 12 mois.

### Article 6. Pénalités

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-PI, une pénalité de 100 euros par jour de retard sera appliquée.

Les pénalités sont appliquées sans mise en demeure, sur simple constatation du représentant du pouvoir adjudicateur.

Le nombre de jours de retard est obtenu par différence entre la date d'achèvement réelle des prestations et la date limite initialement fixée.

### Article 7. Sous-traitance

#### 7.1 Acceptation d'un sous-traitant

La demande d'acceptation d'un sous-traitant, élaborée conformément aux articles R.3193-1 et R.2193-2, indique la nature et le montant des prestations que j'envisage de faire exécuter par des sous-traitants payés directement, le nom de ces sous-traitants et les conditions de paiement des contrats de sous-traitance, et le montant maximal de la créance que le sous-traitant concerné pourra présenter en nantissement.

Marché CSPS pour le remplacement de châssis vitrés fixes par des ouvrants et la pose de caillebotis en façade des quartiers d'hébergement du centre pénitentiaire de Mulhouse Lutterbach (68)



Chaque document constitue une demande d'acceptation du sous-traitant concerné et d'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance.

Le montant des prestations que le titulaire envisage de sous-traiter conformément à ces annexes est récapitulé dans le tableau ci-après.

Nature de la prestation sous -traitée	Nom du Sous-Traitant	Montant de la prestation sous -traitée TVA incluse
<b>TOTAL</b>		

### 7.2 Sous-traitance en cours de marché

Pour la déclaration de sous-traitants en cours de marché, il sera fait application des dispositions R.2193-3 et R.2193-4 du code de la commande publique.

### **Article 8. Prix des prestations**

Le montant forfaitaire et global du marché est de :

Montant € HT	€ HT
TVA à 20 %	€
Montant total € TTC	€ TTC

Montant arrêté en toutes lettres toutes taxes comprises :

Les prix sont réputés tenir compte de toutes les sujétions d'exécution des prestations qui sont normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où s'exécutent ces prestations. Il est réputé comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations du marché y compris les frais de déplacements, les frais d'hébergement, les frais généraux, impôts et taxes, et assurer au prestataire une marge pour risques et bénéfices.

En cas de groupement et de paiement individualisé, la répartition entre les cotraitants est annexée à l'acte d'engagement.

### Variation dans les prix

Les prix du marché sont fermes et actualisables.

Les prix sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois précisé en première page de l'acte d'engagement. Ce mois est appelé mois zéro ou encore « mois mo ».

L'index de référence choisi en raison de sa structure pour l'actualisation du prix des prestations faisant l'objet du marché est l'index d'ingénierie I, et il est publié au bulletin officiel du ministère chargé de l'Environnement.

L'actualisation sera effectuée en appliquant la formule suivante :

$$Ca = I(n-3)/Io$$

dans laquelle Io et I(n-3) sont les valeurs prises respectivement par l'index I au mois zéro et trois mois avant le mois au cours duquel a lieu l'actualisation, sous réserve que le mois n du début du délai contractuel d'exécution des prestations soit postérieur de plus de 3 mois au mois zéro.

Ce coefficient est arrondi au millième supérieur.

#### Délai global de paiement

Le délai global de paiement maximum imparti au représentant du pouvoir adjudicateur pour procéder au règlement des acomptes et du solde est fixé à 30 jours à compter de leur réception.

Le titulaire devra avertir sans délai le pouvoir adjudicateur de tout changement de domiciliation bancaire et produire à cette fin les justificatifs correspondants.

Le dépassement du délai prévu ci-dessus fait courir de plein droit et sans autre formalité, au bénéfice du titulaire, des intérêts moratoires, au taux et selon la réglementation en vigueur.

#### Modalités de paiement

La facture sera adressée à l'APIJ sous forme dématérialisées via le site Chorus Pro <https://chorus-pro.gouv.fr>.

Cette demande de paiement comprendra au minimum les informations suivantes :

- Nom et N° du marché
- la désignation de la ou des missions concernées ainsi que des prestations réalisées correspondant au montant facturé
- Le numéro d'EJ
- Le SIRET de l'APIJ (180 092 256 00023)

Le pouvoir adjudicateur vérifie la demande de paiement et y applique les pénalités éventuelles pour retard et les avances à rembourser.

Le montant des paiements à verser au titulaire est déterminé par le maître d'ouvrage qui dresse à cet effet un état faisant ressortir :

- le montant de paiement en prix de base, établi par différence entre le montant du paiement et celui du paiement précédent ;
- l'incidence de la TVA ;
- les pénalités éventuelles ;
- le montant de l'acompte à verser, et la récapitulation des trois montants ci-avant.

Le titulaire peut demander des acomptes mensuels au prorata des prestations réellement exécutées, dans la limite de 80% du montant total du marché.

Le pouvoir adjudicateur accepte, rectifie ou complète la demande de paiement du titulaire.

Par dérogation à l'article 11.7 du CCAG-PI, le montant de la somme à régler au titre des acomptes, qu'il soit ou non différent du montant figurant dans la demande de paiement, n'a pas à être notifié au titulaire.

Par dérogation à l'article 11.7 du CCAG-PI, le solde n'est pas notifié au titulaire du marché sauf en cas de désaccord sur le montant des prestations exécutées ou sur l'application de pénalités ou de réfections. Si après notification de la décision de réception ou de fin de mission et après avoir été mis en demeure d'adresser sa demande de paiement du solde au service facturier de l'APIJ, le titulaire ne produit pas sa demande de paiement dans un délai de 30 jours courant à compter de la réception des prestations, le pouvoir adjudicateur peut procéder d'office à la liquidation. Le pouvoir adjudicateur établit le décompte. Ce dernier est notifié au titulaire.

La notification peut se faire par courrier en recommandé ou par mail avec accusé de réception du titulaire.

A défaut de contestation de ce décompte dans le délai de 30 jours à compter de la notification du décompte, ce dernier est réputé accepté, vaut solde. Le pouvoir adjudicateur procède d'office à la liquidation.

#### Paiement

Le pouvoir adjudicateur se libérera des sommes dues en les créditant sur le compte suivant :

#### **Coordonnées bancaires du titulaire ou du groupement en cas de compte unique**

**COLLER LE RIB**

Dans l'hypothèse où le titulaire n'est en mesure de coller le RIB ci-dessus, il doit le joindre au présent document et compléter, ci-dessous, les informations :

Nom de l'établissement :

IBAN :

BIC :

#### **Coordonnées bancaires du titulaire ou du groupement en cas de paiement sur des comptes distincts**

**COLLER LES RIB**

Dans l'hypothèse où le titulaire n'est en mesure de coller le RIB ci-dessus, il doit le joindre au présent document et compléter ci-dessous les informations :

**Cotraitant 1**

Nom de l'établissement :

IBAN :

BIC :

**Cotraitant 2 :**

Nom de l'établissement :

IBAN :

BIC :

**Cotraitant 3 :**

Nom de l'établissement :

IBAN :

BIC :

**Modification des coordonnées administratives**

En cas de modification administrative (modification des coordonnées bancaires, du numéro SIRET) en cours d'exécution du marché, le titulaire doit impérativement, dans les plus brefs délais, notifier ce changement par courrier à l'attention de la personne en charge de l'opération (et fournir le RIB en cas de modification des coordonnées bancaires).

**Article 9. Propriété intellectuelle**

Le titulaire cède au pouvoir adjudicateur le droit de reproduire et de représenter les résultats dont il est l'auteur et qui résultent de l'exécution des prestations du marché.

Ce droit comprend :

- Le droit de reproduire et/ou de représenter tout ou partie des résultats, notamment sous forme de cliché photographique et sur tout support, notamment papier, électronique, numérique ou tout autre, actuel ou futur et ce pour toute destination et/ou exploitation non commerciale ;
- Le droit d'adapter, modifier, transformer, faire évoluer, en tout ou en partie les résultats.

Le pouvoir adjudicateur est autorisé à exercer les droits de reproduction et de représentation ci-dessus énoncés dans un but non commercial, afin d'illustrer des plaquettes qui pourront être diffusés pour ses besoins propres, mais également par d'autres administrations.

La cession de ces droits est consentie à titre gratuit pour toute la durée de protection des droits d'auteur sur le territoire français.

**Article 10. Droits et obligations – confidentialité**

Le titulaire est tenu, ainsi que l'ensemble de son personnel et, le cas échéant, de ses sous-traitants, au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations, fichiers, études, documents et décisions dont il a eu ou aura connaissance durant l'exécution du marché, dont la divulgation serait préjudiciable à la sécurité du projet. Sauf précision contraire du pouvoir adjudicateur, tous les documents remis au titulaire sont réputés confidentiels.

Le titulaire s'engage donc à respecter les obligations suivantes :

- s'interdire, sauf autorisation de l'APIJ, toute communication écrite ou verbale sur ces sujets et toute remise ou diffusion de documents à des tiers ;

- ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations qui lui sont confiés, à l'exception de celles strictement nécessaires à l'exécution du marché ;
- ne pas utiliser les documents et informations communiquées à des fins autres que celles spécifiées au présent marché ;
- prendre les mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du contrat, via notamment l'utilisation de dispositifs de verrouillage des ordinateurs et de cryptage des données ;
- prendre toutes les mesures de sécurité pour assurer la conservation et l'intégrité des documents et informations traités pendant la durée du présent contrat, via notamment l'emploi d'armoires fortes, de mise sous alarme et de gardiennage des locaux ;
- signaler au représentant du pouvoir adjudicateur, dans les 24 heures suivant la constatation de l'incident, toute défaillance de ce dispositif (perte ou vol de documents dont le caractère secret lui aura été notifié ou intrusion malveillante dans le système informatique) ;
- procéder, en fin de contrat, à la destruction de tous les fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies ;
- remettre au représentant du pouvoir adjudicateur une attestation de destruction desdits fichiers.

Le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraît utile pour constater le respect des obligations précitées.

En cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du titulaire pourra également être engagée sur la base des dispositions de l'article 226-13 du Code Pénal.

## **Article 11. Assurance**

Le titulaire devra être titulaire d'une police destinée à garantir sa responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris le pouvoir adjudicateur à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non à un dommage corporel et/ou matériel, du fait ou à l'occasion de sa mission en cours d'exécution ou terminée.

Dès notification du marché, le titulaire s'engage à adresser au pouvoir adjudicateur son attestation d'assurance de responsabilité civile de droit commun valable dès le début de sa mission jusqu'à la fin de son intervention et le même document en ce qui concerne les sous-traitants et ce, dans un délai de 10 jours.

Le non-respect de ces obligations en cours de l'exécution du marché peut entraîner la résiliation de plein droit du marché par le pouvoir adjudicateur, sans indemnisation.

Le candidat s'engage à maintenir la validité du contrat d'assurance RC pendant toute la durée d'exécution du présent marché.

## **Article 12. Dispositions relatives au travail dissimulé**

Le titulaire du marché est tenu de remettre au maître d'ouvrage, tous les six mois et jusqu'à la fin de l'exécution du marché les pièces prévues par les articles D 8222-5 du Code du travail s'il est établi en France, et D 8222-7 à D 8222-8 s'il est établi à l'étranger.

Le titulaire du marché est tenu de remettre également au maître d'ouvrage conformément à l'article D 8254-2 du Code du travail, tous les six mois et jusqu'à la fin de l'exécution du marché, qu'il soit établi en France ou à l'étranger, la liste nominative des salariés étrangers employés par lui et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L 5221-2 du Code du travail. Cette liste précise pour chaque salarié :

- sa date d'embauche
- sa nationalité
- le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail

### **Article 13. Obligations du titulaire au titre du détachement de salariés**

Si le titulaire du marché est établi hors de France et détache un ou plusieurs salariés, il doit remettre au maître d'ouvrage, avant chaque début de détachement une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité territoriale de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation du travail et de l'emploi, conformément aux dispositions des articles R. 1263-3-1, R. 1263-4-1 et R. 1263-6-1 du Code du travail ainsi qu'une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R. 1263-2-2 du Code du travail.

### **Article 14. Résiliation du marché**

Le marché pourra être résilié dans les conditions fixées à l'article 20 et/ou aux articles de 29 à 34 du CCAG-PI.

En outre, en cas d'inexactitude des documents et renseignements fournis conformément aux articles R2143-3 et R2143-6 à 10 du Code de la Commande Publique, le marché sera résilié aux torts du titulaire et sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité, sans mise en demeure.

Le marché peut également être résilié aux torts du titulaire, après mise en demeure restée infructueuse, sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité, avec exécution des prestations à ses frais et risques, en cas de non remise au pouvoir adjudicateur des documents prévus aux articles D 8222-5 ou D 8222-7 et D 8254-2 du Code du travail et/ou si celui-ci n'a pas apporté la preuve de la régularisation de sa situation au regard des formalités mentionnées aux articles L 8221-3 et L 8221-5 du Code du travail.

### **Article 15. Règlement des différends**

Pour tout différend qui s'élèverait entre les parties, celles-ci s'obligent préalablement à rechercher les voies d'un accord amiable dans le cadre de l'article 37 du CCAG-PI.

A défaut, la juridiction à saisir est le Tribunal administratif de Melun.

### **Article 16. Dérogation aux documents généraux**

Par dérogation aux articles 1<sup>er</sup> et 38 du CCAG PI, il n'est pas prévu d'article récapitulant les dérogations du présent document au CCAG auquel il se réfère.

**LE TITULAIRE**

Fait en un seul original à \_\_\_\_\_, le

“ Lu et Approuvé ”

Signature et tampon de la société

**Signature du titulaire ou, cas de groupement, de la totalité des membres du groupement, sauf si les cotraitants ont donné mandat au mandataire pour signer en leurs noms et pour leurs comptes**

**Acceptation de l'offre**

Est acceptée la présente offre pour valoir acte d'engagement

Le représentant du pouvoir adjudicateur  
Au Kremlin-Bicêtre, le

**Acceptation par le pouvoir adjudicateur :**

**Date d'effet du marché (à remplir par le pouvoir adjudicateur)**

Reçue notification du marché, le

- reçue en main propre (joindre le bordereau de remise de l'AE)
- reçue par voie postale ou par voie dématérialisée (joindre l'accusé de réception)